



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ARIÈGE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES
SERVICE ENVIRONNEMENT RISQUES
Unité Biodiversité Forêt

Arrêté préfectoral portant ouverture d'une enquête
publique unique sur la commune de Seix,
préalable à la déclaration d'utilité publique
de travaux coordonnés dans le lit et en berge du Salat,
en vue de l'instauration des servitudes de passage
d'une canalisation d'assainissement,
et en vue de l'autorisation au titre des articles L.214-1
à L.214-6 du code de l'environnement

Pétitionnaire : M. le président du Syndicat mixte
départemental d'eau et d'assainissement de l'Ariège

La préfète de l'Ariège
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-3, L.214-1 à L.214-6, R.123-1 à R.123-27, et R.214-1 et suivants ;
 - VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.152-1 et L.152-2, et R.152-1 à R.152-15 relatifs aux servitudes pour l'établissement de canalisations publiques d'eau ou d'assainissement ;
 - VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
 - VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
 - VU l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement ;
 - VU l'enquête publique qui s'est déroulée dans la commune de Seix du 28 juillet au 29 août 2014 préalable à la déclaration d'utilité publique de travaux coordonnés dans le lit et en berge du Salat ;
 - VU la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établie pour l'année 2016 ;
 - VU la décision n°E16000021/31 du tribunal administratif de Toulouse en date du 29 janvier 2016 nommant M. Paul LEFEVRE en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Laurent BAUER en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
 - VU les dossiers relatifs à la déclaration d'utilité publique et à la demande d'autorisation « loi sur l'eau » présentés par le SMDEA le 16 décembre 2013 en vue de la réalisation de travaux coordonnés dans le lit et en berge du Salat sur le territoire de la commune de Seix, complétés le 20 août 2015 ;
- CONSIDERANT que les justifications complémentaires apportées par le pétitionnaire suite aux avis et observations formulés dans le cadre de l'enquête publique susvisée, n'ont pas été reprises par le commissaire enquêteur dans son rapport et n'ont donc pas été portées à la connaissance du public ;



CONSIDERANT qu'il y a lieu de considérer que l'utilité publique du projet n'a donc pas été totalement démontrée ;

CONSIDÉRANT que les dossiers présentés sont complets et réguliers ;

SUR proposition de monsieur le directeur départemental des territoires de l'Ariège,

ARRÊTE

Article 1 :

Il sera procédé, à la demande de M. le président du SMDEA, à une enquête publique unique sur la commune de Seix dans le département de l'Ariège, préalable à la déclaration d'utilité publique de travaux coordonnés dans le lit et en berge du Salat, en vue de l'instauration des servitudes de passage de canalisation, et en vue de l'autorisation des travaux correspondant aux rubriques 3.1.2.0 et 3.1.5.0 en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement.

Cette enquête sera ouverte pendant 32 jours consécutifs du 15 mars au 15 avril 2016 inclus.

Article 2 :

M. Paul LEFEVRE est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire par le tribunal administratif de Toulouse. Il assurera une permanence à la mairie de Seix, siège de l'enquête, afin de recevoir les observations du public :

- le mardi 15 mars 2016 de 14h à 16h,
- le vendredi 15 avril 2016 de 14h à 16h.

Article 3 :

Un dossier sera déposé dans la commune de Seix pendant toute la durée de l'enquête où le public pourra en prendre connaissance en prenant l'attache de la mairie.

Les personnes intéressées pourront consigner, sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, leurs observations relatives :

- à l'utilité publique des travaux,
- à l'instauration de servitudes de passage de canalisation d'assainissement,
- à l'autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement.

Elles pourront être également adressées par écrit au commissaire enquêteur, à la mairie de Seix, ou par courriel à l'adresse ddt-spe@ariefge.gouv.fr, au plus tard le 15 avril 2016 à 16h.

Article 4 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié au frais du demandeur en caractères apparents 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera par ailleurs publié par voie d'affiches à la diligence du maire de la commune de Seix, et éventuellement par tous autres procédés en usage dans la commune 15 jours au moins avant le début de l'enquête, soit avant le 29 février 2016, et pendant toute la durée de celle-ci en mairie. L'accomplissement de cette formalité sera certifiée par le maire de la commune.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la voie publique, et être établies selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

L'avis d'enquête sera également consultable sur le site www.ariefge.gouv.fr.

Article 5 :

Notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par le demandeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires intéressés.

En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire, qui en fait afficher une, et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

Cette notification comporte la mention du montant de l'indemnité proposée en réparation du préjudice causé par l'établissement de la servitude et par toutes les sujétions pouvant en découler.

Article 6 :

A l'expiration du délai d'enquête, soit le 15 avril 2016 à 16h, le registre sera transmis sans délai au commissaire enquêteur et clos par lui.

Article 7 :

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera dans la huitaine le demandeur et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, et l'invitera à produire, dans un délai de quinze jours, ses observations éventuelles.

Article 8 :

Le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées, ainsi que le registre et pièces annexées, à la direction départementale des territoires de l'Ariège dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête.

Article 9 :

Si le commissaire enquêteur propose des modifications au tracé ou à la définition des servitudes et si ces modifications tendent à appliquer la servitude à des propriétés nouvelles ou à aggraver la servitude antérieurement prévue, ~~notification directe en est faite par le demandeur aux intéressés~~ par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les intéressés ont un nouveau délai de huit jours pour prendre connaissance à la mairie du plan modifié et présenter leurs observations.

A l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur, dans un délai maximum de huit jours, transmet le dossier avec ses conclusions au préfet par l'intermédiaire du directeur départemental des territoires chargé du contrôle.

Article 10 :

Une copie du rapport du commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Seix, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de l'Ariège. Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication de ces documents.

Ces documents seront mis à la disposition du public pendant un an sur le site internet des services de l'Etat en Ariège (www.ariège.gouv.fr).

Article 11 :

Monsieur le directeur départemental des territoires de l'Ariège, Mme le maire de la commune de Seix, et M. Paul LEFEVRE, commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à :

- M. le président du SMDEA,
- M. le président du tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Foix, le 12 FEV. 2016

P/ le préfet et par délégation

Le secrétaire général

M. Boillot

Ronan BOILLOT